

**Extrait du**  
**Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts**  
**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Identifiant juridique : BOI-INT-CVB-MNE-12/09/2012  
Date de publication : 12/09/2012

**INT - Accord fiscal entre la France et le Monténégro**

---

**Positionnement du document dans le plan :**

INT - Fiscalité internationale  
Conventions bilatérales  
Titre 79 : Monténégro

**Sommaire :**

- I. Régime institué par la convention en matière de dividendes, intérêts et redevances
  - A. Dividendes
  - B. Intérêts
  - C. Redevances
- II. Modalités d'application

**1**

Une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu a été signée le 28 mars 1974 à Paris entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Elle est assortie d'une annexe formant partie intégrante de la convention.

La [loi n° 75-420](#) du 30 mai 1975 (JO du 31 mai 1975, p. 5427) a autorisé l'approbation du côté français de cette convention, qui a été publiée par le [décret n° 75-849](#) du 5 septembre 1975 (JO du 13 septembre 1975, p. 9444). Cette convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1975.

Un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie-et-Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signé à Paris le 26 mars 2003, a été publié par le [décret n° 2003-457](#) du 16 mai 2003 (JO n° 119 du 23 mai 2003, p. 8825 et s.).

Cet accord prévoit que la convention tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus signée entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie à Paris le 28 mars 1974 continue à produire ses effets dans le cadre de leurs relations bilatérales.

Il est entendu que la même contrainte s'applique aux relations bilatérales entre la République française et la République du Monténégro.

## **I. Régime institué par la convention en matière de dividendes, intérêts et redevances**

### **A. Dividendes**

---

**10**

Le régime applicable aux dividendes est fixé par l'article 10 de la convention.

En vertu de ce texte, les dividendes payés par une société française à un bénéficiaire, personne physique ou personne morale, résident du Monténégro, sont passibles en France de la retenue à la source au taux de :

- 5 % du montant brut des dividendes si le bénéficiaire est une société qui dispose directement d'au moins 25 % du capital de la société qui paie les dividendes;
- 15 % du montant brut des dividendes dans les autres cas.

Par définition, le terme « dividendes » employé à l'article 10 de la présente convention, désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est résidente.

### **B. Intérêts**

---

**20**

Le régime applicable aux intérêts est fixé par l'article 11 de la convention.

Selon ce texte, les intérêts - définis au paragraphe 2 de cet article provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans cet autre État.

### **C. Redevances**

---

**30**

Le régime applicable aux redevances est fixé par l'article 12 de la convention.

D'après les stipulations de cet article, les redevances, définies au paragraphe 2 de l'article 12, provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant, ne sont imposables que dans cet autre État.

Il s'ensuit que les redevances versées de source française à un bénéficiaire résident du Monténégro ne doivent pas être soumises, en France, à la retenue à la source prévue à l'[article 182 B du CGI](#).

## II. Modalités d'application

### 40

Les réductions ou exonérations de l'impôt français à la source sur des dividendes, intérêts, redevances versés à des résidents du Monténégro sont accordées à la condition que les bénéficiaires justifient :

- qu'ils sont résidents du Monténégro au sens de l'article 4 de la convention ;
- que les produits en cause ne se rattachent pas à un établissement stable qu'ils posséderaient en France (art. 10, § 4, art. 11, § 3, et art. 12, § 3 de la convention).

L'obtention du taux réduit ou de l'exonération est octroyée sur présentation du [formulaire 5000 n° CERFA 12816\\*01](#) (Attestation de résidence), visé par les services fiscaux du Monténégro, et ses annexes [5001 n° CERFA 12816\\*01](#) (Liquidation de la retenue à la source sur dividendes), [5002 n° CERFA 12816\\*01](#) (Liquidation et remboursement du prélèvement à la source sur intérêts) ou [5003 n° CERFA 12816\\*01](#) (Demande de réduction de la retenue à la source sur redevances).